



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel C. Bach avec la collaboration de Einas Anamed, Pierre L. Ajavon, Daniel Compagnon, Émile Le Bris, Anne-Marie Pillet-Schwartz, Patrick Quantin, Françoise Raison-Jourde, Alfred Schwartz.

COLLINS (Robert O.) — **The Waters of the Nile : An Annotated Bibliography.** — London, Melbourne, Munich, Hans Zell, 1991, 315 p.

« The Waters of the Nile » de R.O. Collins représente un apport non négligeable aux études portant sur une région particulièrement active du continent africain : le bassin du Nil. Il s'agit d'une bibliographie (fruit d'une dizaine d'années de recherches) qui sans prétendre être exhaustive, se révèle un très sérieux travail sur la région.

La valeur de cet ouvrage réside dans le fait qu'il appréhende ce territoire, à la fois dans le temps et dans l'espace, puisqu'il s'agit d'un recensement d'une grande envergure des travaux anciens et contemporains effectués sur les différents pays du bassin. Multidisciplinaire, la bibliographie de R.O. Collins, constitue assurément un guide intéressant pour plusieurs champs scientifiques. Néanmoins, on peut reprocher à l'auteur son ambition démesurée de couvrir l'ensemble des disciplines (des sciences humaines aux sciences exactes), ce qui donne parfois au lecteur une certaine impression d'éparpillement.

Quant à la forme, l'auteur a pris soin de présenter la bibliographie d'une

manière assez claire (un classement par type de documents, complété par un double index : auteur et sujet). [E.A.]

FIO AGBANO II — **Histoire de Petit-Popo et du Royaume Guin (1934).** Texte présenté par N.L. Gayibor, assisté de Y. Marguérat et R. Pazzi. — Paris, Karthala/Lomé, Haho, 1991, 208 p. Bibliogr. Index.

Mélange d'histoire et d'ethnologie du peuple Guin, l'ouvrage d'Agbano II est sans aucun doute l'un des tout premiers d'un autochtone sur l'évolution sociale et politique des populations togolaises pendant la période précoloniale.

Treize chapitres sur l'histoire ancienne et contemporaine des Guin-Mina restituent plus ou moins fidèlement l'épopée de ces peuples. Sont successivement retracées, l'histoire des migrations des populations de la Côte des Esclaves et des différents centres de dispersion et d'installation que sont par exemple les lieux historiques tels que Aneho, Glidzi, Agbodrafo, Agoué, Bè, etc. Ne sont pas dépourvus d'intérêt scientifique l'étude sur l'ethnonymie ainsi que les récits relatant les rivalités

entre les dynasties guin en vue d'imposer leur hégémonie d'abord aux rois adja et fon de la région, ensuite à leurs propres « frères » ga et fante issus comme eux de l'immigration. Par ailleurs, une large part a été consacrée à l'occupation européenne, notamment allemande, anglaise et française sur la côte togolaise, mêlant intrigues, alliances et contre-alliances au jeu de ces grandes puissances coloniales. Les cinq derniers chapitres d'ordre ethnologique qui terminent l'ouvrage donnent un rapide aperçu des us et coutumes des Guin. L'auteur y décrit leurs principales croyances ainsi que leur organisation sociale. Enfin, en annexe sont reproduits une documentation inédite avec des cartes généalogiques, des index de noms, de lieux, de clans, des individus, etc.

Pendant, si l'ouvrage d'Agbano II peut être globalement apprécié par rapport à la tradition orale et aux documents inédits collectés, on peut déplorer le fait que l'auteur confonde des dates, faisant ainsi plusieurs anachronismes que l'historien Gayibor rétablit tout au long de l'ouvrage. En outre, malgré son effort d'objectivité, Fio Agbano, membre du clan Adjigo, rival de la dynastie des Lawson et titulaire du trône de Glidzi de 1929 à 1972, n'a pu s'empêcher, — pour qui connaît les rivalités royales à Aneho, et il suffit de lire entre les lignes pour s'en convaincre — de prendre position dans une querelle séculaire qui a toujours opposé les deux clans prétendants au trône. Aussi, à la fois juge et partie, l'auteur a-t-il passé sous silence la période de son propre règne, idéalisant celui de son ancêtre Fio Agbano I^{er} et présentant les Lawson comme des usurpateurs qui sont à l'origine des dissensions internes au royaume guin.

L'auteur en voulant réécrire l'histoire des peuples guin-mina, nous raconte en fait sa vérité sur la légitimité du pouvoir à Aneho. Par ailleurs, la deuxième partie sur les us et coutumes fait figure de remplissage et de bouche-trou. Le bref survol des aspects socio-culturels ne rend pas compte de la complexité de l'organisation socio-politique guin-mina. On a du mal à établir un lien

logique entre la partie historique et la partie ethnologique. [P.L.A.]

GAYIBOR (Nicoué Lodjou) — Le Genyi : un royaume oublié de la Côte de Guinée au temps de la traite des Noirs. — Lomé, Haho Paris, Karthala, 1990, 321 p.

Réhabiliter l'histoire d'un petit royaume de l'ancienne Côte des Esclaves, le Genyi, en le sortant de l'oubli, telle est la tâche que s'est assignée ici le professeur d'histoire Nicoué Gayibor, un des rares chercheurs togolais productifs dans sa spécialité.

Il remonte aux origines de ce royaume qui s'étendit sur le Bas-Togo actuel à partir du XVIII^e siècle, mais fut éclipsé dans la mémoire historique par d'autres royaumes plus influents, comme le royaume ashanti et celui du Danxome. L'auteur nous apprend dans les six parties que comporte son ouvrage que l'éphémère Genyi, vestige du royaume Gâ de la Côte de l'Or, connut jusqu'au début du XIX^e siècle une formidable expansion économique et politique, avant de s'éteindre prématurément, non pas seulement à cause des appétits économiques des puissances européennes, actives dans le commerce côtier de l'époque, mais surtout par le fait des rivalités fratricides et des velléités politiques des différents clans guin, prétendants au trône royal de Glidzi. Il montre que les alliances se nouaient et dénouaient au gré des intérêts des Européens et des populations locales, lesquelles combattaient entre elles pour l'accès aux ressources de la traite et pour le contrôle des différents comptoirs de la région.

Par ailleurs, si des historiens africains, et surtout européens, étaient fascinés par l'organisation politique du royaume du Danxome, on savait par contre peu de chose de son rival, le royaume de Genyi, dont Gayibor nous fait découvrir les structures politiques administratives, économiques, judiciaires et militaires. Le royaume a atteint son apogée au milieu du XVIII^e siècle, et sa

capitale Aneho a joué un grand rôle dans le commerce triangulaire en raison de l'habileté militaire de ses dirigeants conduits par Foli Bébé et de leur savoir-faire économique qu'incarnaient des hommes comme Lawson Awoku et beaucoup plus tard une bourgeoisie locale formée d'anciens esclaves affranchis venus du Brésil comme les de Souza Chacha, les da Silveira Landjekpo, etc. A la suite des auteurs comme Pazzi ou Robertson, l'auteur n'hésite pas à voir dans cette organisation et ce dynamisme économique du Genyi les raisons de sa tentation hégémonique sur les autres peuples voisins.

En essayant donc d'exhumer de la mémoire collective évanouie l'histoire de ce « petit royaume oublié », Gayibor s'est aventuré sur un terrain qu'il reconnaît lui-même « mouvant et semé d'embûches ». Cela ne peut en être autrement eu égard aux abondantes sources orales et écrites que l'auteur est amené à manier avec prudence. C'est le mérite de Gayibor d'avoir essayé tout au long de ce travail de confronter la tradition orale, qu'il n'a pas pris pour argent comptant, aux nombreux documents écrits de statuts divers (archives, ouvrages, lettres privées, etc.), n'hésitant pas à les soumettre constamment au crible d'une rigueur méthodologique. Il a su se préserver du merveilleux et de la subjectivité trop souvent inhérents à la tradition orale en nous restituant la vérité scientifique plausible. [P.L.A.]

LAUTIER (Bruno), de MIRAS (Claude), MORICE (Alain). — **L'État et l'informel**. — Paris, L'Harmattan, 1991, 211 p.

L'ouvrage de Lautier, de Miras et Morice est aussi modeste dans sa présentation qu'ambitieux dans ses intentions. Serions-nous, sur un thème à la mode, sur le point de sortir d'un brouillard idéologique opaque ?

A partir de terrains latino-américains et africains qu'ils connaissent bien, les auteurs montent sans complexe à l'assaut d'une imposture : le « secteur

informel ». Fonctionnant comme un exorcisme devant la faillite des politiques de développement, cette « marchandise symbolique » se vend bien, très bien même.

L'ouvrage ne se conclut pas par des propositions normatives. L'enrichissement qu'il apporte n'en est pas moins décisif sur trois plans.

Dans le champ économique où l'on a coutume d'enfermer l'informel, l'équivoque est complète. Présenté comme un creuset pour les nouveaux entrepreneurs du Tiers monde, l'informel ne fonctionne-t-il pas plutôt comme instrument de dévalorisation de la force de travail et comme masque au sous-emploi ? Est-il le lieu de formation par excellence ou un moyen pour l'État de former les jeunes à bon compte ?

L'attention soutenue portée au secteur informel s'est accompagnée d'un glissement des politiques du projet développementaliste au soulagement de la pauvreté. L'accent mis sur ce nouvel impératif humanitaire s'est lui-même déplacé de la figure catholique (on aide les pauvres par charité) à la figure calviniste (on favorise l'épargne besogneuse et l'émergence de self-made-men aussi habiles qu'économiquement vertueux).

Mais la contribution la plus novatrice du livre réside dans l'analyse du rapport entre l'État et l'informel alors que la « performance » la plus remarquable des approches conformistes est certainement l'évacuation de la dimension politique. Dans le Tiers monde, l'État est autre que celui qui sert de référence implicite à ceux qui veulent à la fois déréglementer et « formaliser l'informel ». Loin d'être une maladie ou un quelconque symptôme de retard, le non-respect de la loi renvoie à un mode de fonctionnement complexe et cohérent des sociétés dépendantes. Ce qui est dans et hors la loi se sont constitués ensemble et en symbiose. Dans ce mode de fonctionnement où la loi est en quelque sorte un produit de l'informalité, les redistributions occultes prennent le pas sur le contrat, la précarité l'emporte sur la stabilité et la surenchère des parties sur la règle du jeu immuable. La boucle est bouclée avec la mise en évidence des relations étroites entre cet

État « autre » et les modalités de la mise au travail et de la formation des revenus.

L'État et l'informel dérangera, provoquera même peut-être quelques remous. C'est donc un livre à mettre entre toutes les mains, à commencer par celles des décideurs et des financeurs auxquels il épargnera de trop nombreuses déconvenues et quelques gaspillages. [E.L.B.]

PATEMAN (Roy) (dir.) — « Eritrea : An Emerging New Nation in Africa's Troubled Horn ? », *Africa Today* — numéro spécial sur l'Érythrée, vol. 38, n° 2, deuxième trimestre 1991, 112 p.

En dépit des efforts de la direction de la revue pour tenir compte des événements du printemps 1991, *i.e.* la fuite de Mengistu et la victoire du mouvement indépendantiste érythréen (FPLE), ce numéro consacré à l'Érythrée est en retard sur l'événement. Les spécialistes de la Corne et du conflit érythréen n'apprendront rien de bien neuf des cinq articles rassemblés par Roy Pateman, dont la contribution évaluant l'impact de la victoire érythréenne sur l'ordre politique régional (pp. 43-54) est de loin la plus intéressante. Notons que le point de vue des nationalistes pan-éthiopiens — ou des Amharas, comme l'on voudra — n'est pas représenté dans ce numéro. En outre, les auteurs dans l'ensemble favorables à la « cause érythréenne », omettent de traiter l'un des défis majeurs du nouvel État : les conflits internes qui se profilent, notamment entre les Afars de Dankalie et les dirigeants du FPLE, originaires pour la plupart des hauts plateaux. Le militant du FPLE Araia Tseggai écarte le problème du revers de la main en citant... Joseph Staline (p. 26), le grand théoricien de la question nationale ! [D.C.]

PÈRE (Madeleine) — **Les Lobi. Tradition et changement. Burkina Faso.** — Laval, Édition Siloë, 1988, 2 vol., XXII-922 p., figures hors texte.

« Une autre manière d'écrire l'histoire », avertit Jean Devisse dans sa préface à l'ouvrage de Madeleine Père... Il n'est pas facile de rendre compte en termes exclusivement académiques d'un travail qui s'identifie avant tout à un engagement militant de plus de vingt ans d'une femme de cœur et d'action aux côtés d'un peuple du continent africain qui apparaît aujourd'hui particulièrement désemparé dans son combat pour le développement, le peuple lobi du Burkina Faso. Ce peuple, Madeleine Père le découvre en 1961 : assistante sociale de son métier, elle est alors chargée par les responsables de la jeune République de Haute-Volta d'organiser une action d'animation dans le Sud-Ouest du pays. Ce peuple, elle cherchera tout d'abord à le comprendre : pendant des années, patiemment, elle en recueille les « archives sociales » ; elle cherchera ensuite à l'aider : pas moins de trente-cinq villages sont dotés de centres d'animation rurale lorsque, en 1982, elle achève la rédaction de la présente étude. Ce peuple finira par l'adopter : en 1991, Bimboo, « bon ventre » (tel est le surnom lobi qu'elle reçoit officiellement en 1977), est toujours à pied d'œuvre dans la région...

« *Le Lobi apparaît comme enfermé dans un cercle vicieux auquel il ne sait comment échapper, mais dont il veut sortir.* » Tel est le constat que fait très vite Madeleine Père au contact du terrain et qui constituera la ligne d'ancrage permanente de la recherche qu'elle décide d'entreprendre, parallèlement à son activité d'animatrice, d'une part pour élucider le pourquoi de cette situation, d'autre part pour essayer d'y porter remède. Une recherche à laquelle elle fixe explicitement comme « objet » de l'aider à trouver des réponses à trois grandes questions : « *Pourquoi les habitants du "pays lobi" ne pourraient-ils, tout en restant eux-mêmes, constituer un nouveau type de société ? Comment pourraient-ils le faire et comment les y aider ?* » (avant-propos, p. XX). L'impressionnante somme à laquelle aboutit cette investigation (plus de 900 pages d'une typographie aux caractères fins) se garde bien en définitive de proposer des recettes miracles au « mal »

lobi ; elle en éclaire cependant les contours d'une lumière singulièrement nouvelle et pertinente.

La lecture de la société lobi à laquelle Madeleine Père nous convie dans cette somme est d'abord anthropologique. Le plan de l'ouvrage est articulé sur cette lecture. Dans un tome 1, intitulé « villages et traditions », sont successivement abordés « l'espace peuplé », « la société lobi traditionnelle », « l'impact colonial et ses suites » ; dans un tome 2, intitulé « villages en transition », sont ensuite présentées six études monographiques, trois de « villages en transition esquissée », trois de « villages en transition retardée ». Si le souci de fournir de la société lobi l'image la plus fine et la plus fidèle possible est constant, voire lancinant, dans la démarche suivie, celui de situer cette société par rapport aux autres sociétés de la région, chaque fois que la dimension comparative peut apporter un plus à l'investigation, n'y est pas moins omniprésent. L'histoire de la mise en place des populations lobi est ainsi appréhendée dans le contexte global de l'histoire du peuplement de l'ensemble de la région, de celle des premiers occupants que sont — ou furent — les Teésè, les Gaan et les Koulango à celle des immigrants plus récents que sont les Pwa, les Dyan, les Birifor, les Dagara, les Wala et les Dioula — la synthèse effectuée en est magistrale. Les monographies villageoises réalisées établissent de même un parallèle entre villages lobi, villages birifor et villages dagara... Madeleine Père fait preuve dans cet exercice — pas du tout facile — de lecture anthropologique des sociétés du Sud-Ouest burkinabè de remarquables qualités de pédagogue : le décortiquage auquel elle procède, schémas à l'appui, du système de parenté lobi — un système qui fonctionne en théorie selon les règles de la « double filiation unilinéaire », mais qui dans la pratique s'avère « tridimensionnel » (Ego appartenant tout à la fois à son matriclan, au matriclan de son père et à son patrilignage) — est un modèle de clarté et pourra être utilisé avec bonheur par les enseignants ; la présentation qu'elle fait des cultes lignagers et villageois, un

domaine particulièrement délicat dans une société qui, littéralement, baigne dans le sacré, s'appuie de même sur une démarche méthodologique d'une rigueur exemplaire. Une seule réserve tout de même en ce qui concerne ce dernier chapitre : l'approche du *joro*, principale institution initiatique du patrilignage, aux rites secrets, laisse incontestablement le lecteur sur sa faim ; Madeleine Père, qui de toute évidence en sait beaucoup plus sur l'institution, justifie sa réserve en ces termes : « ... la confiance et l'amitié des ethnies concernées nous sont plus précieuses que les quelques pages que nous pourrions écrire sur le sujet » (p. 230). Ce faisant, elle pose une fois de plus le délicat problème des limites à assigner à la restitution de l'information obtenue par l'enquête anthropologique...

La connaissance anthropologique ainsi acquise permettra à Madeleine Père de procéder en un deuxième temps à une lecture sociologique de la société étudiée. Elle va, en d'autres termes, l'aider à faire le diagnostic du « mal » lobi. A l'origine de ce mal : un contact à tous égards désastreux avec le colonisateur. « La "pacification" n'est qu'une longue histoire d'incompréhensions, de rébellions, de répressions » (p. 409). En 1897, quand commence l'occupation militaire française, la réputation des Lobi n'est, il est vrai, pas rassurante : ils ont, par le passé, su résister victorieusement aux Dioula de Bobo-Dioulasso, aux colonnes de Kong, aux sofas de Samori et n'ont jusque-là jamais été soumis à personne. Une image de société guerrière confortée au demeurant par l'allure résolument martiale que confère aux hommes le port permanent de l'arc et du carquois, mais aussi par la structure de l'habitat, très lâchement dispersées dans l'espace, ressemblant étonnamment à des châteaux forts... Le choc fut d'autant plus rude entre cette population effectivement « intrépide et fière » (p. 348) et leurs « nouveaux maîtres » que ceux-ci sont « souvent des militaires brutaux », voire « incompetents » (p. 353) dans la tâche d'administration qui est censée être la leur. Comme ailleurs, la mise en place de l'appareil colonial est ici synonyme

d'impôt, de regroupement de villages, de nomination de chefs sans la moindre légitimité, de désarmement (plus de trois millions de flèches seront récupérées au cours des seules années 1919 et 1920 par le capitaine Henri Labouret, qui fut pourtant l'un des administrateurs les plus éclairés qu'ait connu le pays lobi !), de travail forcé, d'enrôlement dans l'armée, de cultures obligatoires (entre autres, celle du coton)... également bien sûr de scolarisation et de lutte contre les maladies. Plus que partout ailleurs cependant, semble-t-il, ces contraintes sont imposées dans la violence, au point de susciter très vite chez la population une réaction de rejet total, absolu, qui amènera les anciens, dans le plus grand secret, à prendre une décision solennelle, à poser un interdit, une « bouche », sur la « voie des Blancs ». « *Puisque les Blancs sont aussi méchants, que personne ne suive leur exemple. Celui qui mettra son fils à l'école ou à l'armée, celui qui suivra cette voie... qu'il soit maudit* » (p. 366). Le contenu de l'interdit est formel et l'avertissement pour ceux qui le transgresseraient redoutable. « La "bouche" fut ainsi mise par ceux qui vécurent à cette époque dans presque tous les villages, rapporte Madeleine Père... Elle fut partout respectée jusqu'à nos jours et elle semble bien être une des raisons majeures du retard dans l'évolution de la région » (p. 366). Respecter l'interdit signifiait, en effet, refuser tout ce qui venait de l'extérieur, l'impôt comme la scolarisation, le travail forcé comme l'amélioration des techniques de production agricoles, bref les mauvaises choses comme les bonnes... La situation de marginalité économique qui caractérise aujourd'hui le pays lobi, alors que la région est l'une des plus favorisées du Burkina sur le plan climatique, ne peut plus être analysée en tout cas sans référence à une donnée sociologique aussi fondamentale.

La révélation de cet interdit, dont aucun autre observateur de la société lobi ne semble jusque-là avoir eu connaissance, est incontestablement un point fort du travail de Madeleine Père. Il n'en est pas le seul. Les Lobi ont fini par admettre que tout n'était pas néga-

tif dans la « voie des Blancs » et ont commencé, un peu partout, à lever la « bouche » posée par leurs pères. Il s'agit là, certes, d'un « préalable indispensable » pour « promouvoir le changement » (p. 589), mais pas du tout suffisant pour leur permettre la mise en œuvre d'une nouvelle « bouche », celle de la « modernité », qu'ils appellent à présent de tous leurs vœux, à condition qu'elle ne les oblige pas à renier leur passé. L'éclosion de cette « nouvelle bouche » implique tout d'abord que les Lobi acceptent de « parler par une seule bouche » (p. 597). Elle implique aussi que soit remédié, de façon volontariste s'il le faut, aux blocages de toutes sortes qui entravent leur marche vers le développement. Ces blocages ont, entre autres, pour noms : poids excessif de l'« économie religieuse », mode d'héritage inadapté (la transmission en ligne utérine de tous les biens meubles décourage grandement l'initiative économique), système matrimonial contraignant, émigration massive des jeunes vers la Côte-d'Ivoire, avec comme corollaire une raréfaction inquiétante de la force de travail sur l'exploitation agricole... Madeleine Père apporte à la compréhension globale de tous ces phénomènes une contribution précieuse. Gageons que les responsables locaux et nationaux de l'amélioration des conditions de vie de cette population si traumatisée par l'histoire sauront mettre ses analyses à profit. [A.S.]

RANDRIANJA (Solofo). — **Le Parti communiste de la région de Madagascar.** — Tananarive, Éditions Foi et Justice, 1989, 179 p. (Série Recherches historiques).

Le choix d'un tel sujet pour la thèse de troisième cycle dont cet ouvrage est issu semblait *a priori* une gageure. Le Parti communiste malgache ne connut en effet que deux ans d'existence officielle et sa formation était tenue jusqu'ici pour tout à fait mineure par la classe politique de la Première République, pour laquelle le communisme

évoquait le diable. Aussi S. Randrianja fait-il œuvre de novateur en bouleversant notre vue de la vie politique de l'entre-deux-guerres. En amont de la fondation légale du parti, il découvre le rôle d'intermédiaire des marins et dockers chargés de transmettre journaux subversifs et correspondance depuis le milieu très politisé des travailleurs malgaches de France vers les ports de l'île (Tamatave et Diego Suarez). Puis il redonne vie aux animateurs du « proto-parti » que fut la section locale du Secours Rouge International, fondée lors de la tournée de maître Foissin, avocat communiste français venu défendre des hommes inculpés à la suite de la manifestation tananarivienne de 1929. Il donne à percevoir l'importance des réseaux de cette organisation dans le nord et l'ouest de l'île où travaillèrent Ralaimongo et Ravoahangy assignés à résidence. Une étude précise de la presse de cette époque permet la reconstitution des réseaux de correspondants provinciaux qui sont aussi des piliers de l'association et la perception d'un déplacement des bases militantes du nord et du nord-ouest en 1931 vers la côte Est en 1937. Changent aussi les revendications. Orientées vers l'assimilation jusqu'en 1929, une option essentiellement tactique, elles appellent ensuite à l'indépendance.

Attentif à l'évolution des forces politiques françaises, l'auteur note le décalage qui se creuse entre ce mouvement et les thèses du Front populaire, qui accède au pouvoir en mai 1936. Le parti communiste local, constitué en août 1936, sera minoritaire au sein du Comité du Front populaire fondé à Madagascar, où dominent les socialistes favorables à l'assimilation, et les radicaux agissant comme cheval de Troie de l'administration coloniale. Déjà en voie d'éclatement en août 1937 alors que le PC français officialise sa reconnaissance en lui envoyant des cartes d'adhésion, le parti ne peut alors changer de base sociale, d'autant que les organisations d'appui traditionnel de la gauche en France, comme les syndicats, ne connaissent un début d'autorisation qu'en mars 1937. Ces constatations amènent l'historien à renoncer à une mise en

parallèle, menacée par le dogmatisme, avec la construction des PC occidentaux et à s'interroger sur ce que fut le travail d'hommes comme Dussac (et derrière lui une minorité de « petits Blancs » migrants réunionnais) ou Ralaimongo, acteur pragmatique et passionné à la fois, ces médiateurs politiques et culturels qui cherchèrent le contact avec les autorités traditionnelles, avec les gens âgés, donc influents, les groupements paysans, en renonçant à toucher une classe sociale précise, en l'occurrence un prolétariat quasiment absent de la scène malgache.

Dès lors, le parti, reproduisant en son sein certains mécanismes de la société traditionnelle, se construit selon une étonnante structure feuilletée. Couvrant une large partie de l'île grâce à ses journaux, il ne pouvait produire cette presse que grâce aux dons effectués par d'importants commerçants de la capitale, tels les frères Randriambolona ou Andriantsitohaina, créditant par là ces actionnaires bourgeois d'une force de pression sur le mouvement. On s'étonnera évidemment de voir figurer comme directeur politique de cette presse le docteur Ravoahangy, une notabilité, un ancien de la société secrète VVS, ou encore Emmanuel Razafindrakoto, qui insistait volontiers sur ses origines nobles. La petite bourgeoisie (petits fonctionnaires, planteurs, collecteurs de brousse) constituait un étage intermédiaire capital, au contact des paysans dont elle connaissait bien les problèmes et qu'elle était susceptible d'entraîner. Une analyse des adhésions, fondée sur les cartes et les fiches d'adhérents, permet, malgré l'inconvénient d'une base statistique assez étroite, de préciser l'effet d'entraînement sur le milieu rural, particulièrement celui de l'est de l'île. La diversification croissante du recrutement, les nombreuses initiatives paysannes de résistance à un système dont les notables du haut du parti représentaient bon gré mal gré des courroies de transmission, entraînèrent l'éclatement du parti avant même son interdiction en 1939.

Était-ce une aventure sans lendemain ? Non, car S. Randrianja montre de manière très convaincante l'avancée

des jeunes de la base : lancement de coopératives, mouvements de grève entre 1937 et 1939, puis reconversion d'une partie de ces militants, tirés pour la première fois de leur anonymat, et que nous retrouvons comme fondateurs des sociétés secrètes (en particulier la Jiny à Manakara) pendant la guerre. Un chaînon est ainsi retrouvé entre la vie politique de l'entre-deux-guerres et l'insurrection de 1947. On comprend mieux comment le MDRM, parti fondé en 1946, put s'étendre en un an sur quasiment toute l'île en réactivant les réseaux créés dix ans plus tôt. La correspondance entre les zones d'expansion maximale de la presse et d'adhésions au PCRM et les principales zones d'insurrection donne beaucoup à réfléchir sur l'influence posthume du parti.

Cette recherche menée avec lucidité, empathie et finesse appelle maintes réflexions sur la vie politique malgache, caractérisée par un affrontement précoce avec la modernité et la volonté de construire un État-nation. Les luttes de la bourgeoisie merina y apparaissent marquées d'une constante ambiguïté. Elle se saisit des modèles d'organisation politique les plus éloignés d'elle dès lors qu'elle peut ainsi trouver des interlocuteurs légitimes dans la métropole, pour contrer la légitimité locale de l'administration. Elle les abandonne quand cette liaison lui fait risquer un discrédit local, ou une crise de ses affaires ; elle cesse alors de subventionner les militants, de protéger les petits. Pour les militants (dont beaucoup de figures nouvelles, attachantes), le double langage est une condition de survie, et sans doute la traduction de leur situation d'intermédiaires entre deux mondes. On sera particulièrement sensible au travail de suture entre la vie politique de la métropole (avec l'acuité qu'y ont les débats sur Madagascar) et la vie de l'île colonisée, avec son immensité, sa diversité, ses structures sociales en mouvement. [F.R.J.]

SINOÛ (Alain), OLOUDÉ (Bachir) — **Porto-Novo, ville d'Afrique noire.** — Paris, Parenthèse-ORSTOM-PUB,

1989, 175 p. (Architectures traditionnelles).

Faut-il connaître Porto-Novo pour apprécier l'ouvrage que nous livre Alain Sinou et Bachir OLOUDÉ ? N'est-ce pas plutôt le charme nostalgique d'un tel album qui donne à Porto-Novo ses titres de noblesse ? Ville ancienne de l'Afrique noire, puisqu'elle fut fondée dès la fin du XVII^e siècle, Porto-Novo trouve incontestablement tout au long de ces pages une reconnaissance, une identité, qui devrait lui permettre d'être non seulement « comprise », au sens le plus intimiste du terme, comme le souhaitent Alain Sinou et Bachir OLOUDÉ, mais aussi renouée et réactivée dans le respect tout à la fois de sa vulnérabilité et de sa vitalité. Loin de mettre à plat les fragiles témoins de l'Histoire qui en font la trame, le miroir de l'espace nous renvoie en effet dans son cas les mille facettes des civilisations issues du trafic triangulaire qui sont venues s'y superposer ou s'y fondre. On ne peut pas ne pas être tenté d'arrêter le temps devant un tel foisonnement de cultures.

Le regard que posent Alain Sinou et Bachir OLOUDÉ sur ces édifices précaires n'est pourtant pas celui du colonisateur ou de l'étranger en mal de souvenirs ou de dépaysement (Bachir OLOUDÉ étant lui-même béninois d'ailleurs). Un regard d'architecte et d'urbaniste prêt à employer tous les moyens pour nous faire partager ces multiples détails qui lui sont d'emblée donnés et qui échappent si souvent à l'œil du profane.

Les photographies, qu'elles soient en noir et blanc ou en couleur, d'une qualité en général excellente, sont omniprésentes. On « butte » à chaque instant sur l'une ou l'autre, gros plans et vues d'ensemble jouant habilement des formats. L'homme, au quotidien, s'y intègre profondément. Il fait corps avec les rues, les murs, les porches, les cours, les monuments, nous rappelant à chaque détour combien sont encore vivants tous ces vestiges, vivants mais si proches parfois de l'effondrement !

Car Porto-Novo est totalement une ville du tiers monde. Une ville lagu-

naire, basse et boueuse, dans laquelle chacun s'active à survivre. Est-ce pour atténuer les effets négatifs des débordements du sous-développement que les auteurs ont également étayé ce travail de dessins d'une admirable minutie ? Ces petits chef-d'œuvres, dont il faut rendre hommage à Luc Gnacadja, se marient avec bonheur à quelques gravures anciennes, représentant, ici, les objets rituels du royaume que fut jadis Porto-Novo, là, un navire négrier, ou encore, le passage fugace d'un missionnaire sur la lagune... Autant de créations qui, aux côtés des photographies, font un peu de cet ouvrage un livre d'art, sur lequel le lecteur, qu'il ait été ou non à Porto-Novo (peu importe finalement), devrait prendre plaisir à s'attarder.

Mais la préoccupation avouée des auteurs est au premier chef scientifique. Leur recherche s'inscrit en fait « dans le cadre d'une action plus large des autorités béninoises, concernant le patrimoine national, qui s'est déjà traduite par la mise en place d'une législation spécifique, par la restauration de monuments historiques et par la création de musées dynamiques ». La prise de conscience d'une urgence existe donc déjà, lorsqu'ils s'attaquent à cette tâche, au sein d'une équipe pluridisciplinaire qui fait appel aussi bien aux sciences humaines pures qu'à l'architecture et à l'urbanisme. Il ne s'agit pas seulement pour eux de faire un inventaire des chef-d'œuvres en péril, d'en proposer une « lecture esthétique », même s'ils ne se refusent pas ce plaisir, il s'agit d'expliquer l'espace urbain afin d'en faire un outil de réflexion et d'action à l'intention de ceux qui sont chargés de le pérenniser.

D'où ce recours sans réserve à la graphique que vient corroborer l'analyse historique, anthropologique et sociologique du site et de ses composantes. Cartes, plans et schémas, d'une facture parfois ancienne, constituent (faut-il s'en étonner ?) la charpente sur laquelle s'articule, dans toutes ses dimensions, qu'elles soient d'ordre diachronique ou synchronique, l'ensemble du travail. Le texte les éclaire, tout en y trouvant assise, repères et cohérence (ce qui

n'exclut pas certaines redites parfois). Témoignage à double entrée qui *a priori* ne laisse guère sa chance au « non-dit » !

Et pourtant l'exposé est riche de référents spirituels et culturels. Les deux récits mythiques relatifs à la création de Porto-Novo, l'un yorouba, l'autre adja, juxtaposent par touches successives le religieux et le politique : du vodoun Messan découvert par les chasseurs yorouba aux hennuvodouns amenés d'Allada ou même de Tado par les guerriers adja, du village d'Aklon à celui d'Hogbônou, on assiste davantage à l'émergence d'une nébuleuse de forces souterraines et claniques qu'à la fondation d'une ville. La croissance de Porto-Novo a d'ailleurs continué à se faire en ce sens. La cité est devenue une mosaïque d'entités socioculturelles, tantôt alliées, tantôt rivales, au gré des circonstances, vocation qui s'est affirmée tout particulièrement au XIX^e siècle avec le « retour » des Afro-Brésiliens et l'arrivée des Européens.

Cette discontinuité n'est plus guère perceptible cependant. La « démarche chaotique » qui prévaut à l'époque coloniale en matière d'urbanisme et d'architecture, notamment dans les années 1910-1930, la liberté dont jouissent alors les Porto-Noviens pour construire, agrandir, jeter ça et là des « passerelles », ont doté la ville d'un tissu urbain souvent inextricable. Il n'est pas toujours aisé, comme le soulignent les auteurs, de « définir des unités spatiales possédant des limites précises et intangibles » et même de « distinguer un espace public d'un espace privé ». L'emboîtement des genres ne va-t-il pas jusqu'à faire disparaître parfois certains temples des ancêtres et des vodouns adja dans les maisons des Yorouba islamisés ? Le voyageur qui se laisse dériver au fil des venelles érodées par les ans passe plus d'une fois d'un modèle d'architecture à l'autre sans s'en apercevoir. La photographie aérienne, qui a été insérée dans l'ouvrage et qui date de 1959, traduit bien cette évolution : la capitale du Dahomey consiste essentiellement, en cette veille d'Indépendance, en un noyau dense, autour duquel s'ordonne tant bien que mal une périphérie semi-auréolaire qui se fond

très vite dans la campagne environnante.

Si l'hétérogénéité des quartiers a été largement atténuée par la patine du temps, celle de la société porto-novienne l'a été... par la fièvre du négoce. L'histoire de Porto-Novo se confond totalement en effet avec celle de la Côte des Esclaves. Le royaume adja-goun, qui existait à l'origine, s'est développé et maintenu grâce à la traite. Il n'a jamais fait montre des ambitions hégémoniques de ses puissants voisins (les royaumes d'Oyo et d'Abomey notamment) et l'institution royale y est restée une façade (faite surtout pour rappeler par ses nombreux rituels la genèse commune des lignages), mais il a promu en revanche toute une classe de dignitaires, les « cabeceres », en tête desquels des commerçants portugais et brésiliens, installés là dès le XVIII^e siècle. Intermédiaires privilégiés entre les compagnies européennes et les fournisseurs d'esclaves adja ou yorouba, ces derniers marqueront profondément Porto-Novo. Ils sont à l'origine d'une société fortement métissée, dans laquelle viennent se fondre à partir de 1935 les Afro-Brésiliens qui reviennent du Nouveau Monde avec des noms portugais. Rompue aux affaires, cette élite a les moyens d'imposer son style à la ville naissante. Ainsi se répandent avec elle l'architecture baroque de San Salvador de Bahia, dont on retrouve les caractéristiques jusque dans la Grande Mosquée (reproduite dans le détail et en gros plan sur les première et troisième pages de couverture), ou encore, un certain look européen, celui qu'arborent les « vestidos », ceux qui sont vêtus comme les « blancs ». La plupart embrasseront la religion catholique, propagée par les Pères Blancs, passage obligé vers la culture et la promotion sociale...

« Une société plurielle », pour reprendre l'expression des auteurs, qui fait la symbiose des pratiques sociales, culturelles et même religieuses des groupes ethniques en présence, s'est progressivement substituée aux générations de trafiquants ou forbans de toutes origines, qui firent de Porto-Novo une place commerciale autonome et prospère, dépourvue de pouvoir réel. L'adminis-

tration coloniale française ne s'y est pas trompée, lorsqu'elle décida d'y implanter sa capitale, plutôt qu'à Abomey ou même Ouidah. La dynamique de cette ville est empreinte d'anarchie, mais d'une anarchie régie de longue date par la seule et unique loi du négoce. Si celui-ci est axé depuis longtemps sur la lagune et Lagos, plutôt que sur l'océan et l'Europe, si les Yorouba, qu'ils soient de souche ou d'Oyo (ou descendants d'esclaves), ont, aux côtés des Lybano-Syriens ou autres, supplanté les « vestidos », si la colonisation française et la croissance de Cotonou sont venus perturber bon nombre de réseaux socio-économiques, il n'en demeure pas moins que Porto-Novo est une ville qui vit par elle-même, ce qui est loin d'être le cas de la plupart des villes historiques de la région, qui souvent végètent (qu'il s'agisse d'Abomey ou Ouidah, au Bénin, de Grand-Bassam ou Sassandra, en Côte-d'Ivoire, etc.). En témoignent la richesse de la vie associative, dont les fondements sont plutôt culturels et professionnels qu'ethniques ou religieux, ainsi que la fréquence des manifestations collectives, à travers lesquelles s'expriment l'ouverture et la convivialité des Porto-Noviens.

Il faut sauver Porto-Novo, mais il faut aussi et surtout sauvegarder cette vitalité et cette spontanéité, grâce auxquelles tous ces témoins de l'Histoire conservent une âme. Le beau livre d'Alain Sinou et Bachir Ouldé plaide en faveur de ce double impératif, mais il nous fait comprendre aussi combien la tâche est délicate. [A.M.P.S.].

SO (Alvin Y.). — **Social Change and Development ; Modernization, Dependency and World-System Theories.** — Londres, Sage, 1990, 282 p.

Ayant donné pendant cinq ans un cours sur le développement sans trouver de manuel adapté aux besoins de ses étudiants, l'auteur a décidé de pallier ce qui lui était apparu comme une carence. Le résultat est un honnête travail qui

retrace quarante années de recherches en utilisant les grandes théories (annoncées en sous-titre) comme axes d'exposition. Le principal mérite découle de la volonté délibérée de présenter chaque école sous son meilleur angle, d'en extraire les apports les moins discutables, de l'illustrer des études de cas les plus réussies, enfin, d'éviter tout dénigrement avant d'aborder les critiques et de rappeler les polémiques.

Peut-être A. So fait-il la part trop belle à la théorie de Wallerstein en l'élevant au rang d'école ; ce qui suppose qu'elle ait rompu avec les paradigmes des théories de la dépendance ? Ceci en tout cas est discutable et le lecteur a un peu l'impression qu'on lui ressert la rhétorique de la « coupure épistémologique » pour faire surgir une théorie rompant avec sa tradition d'origine. Si « Wallerstein a inclus les concepts de Frank, de Dos Santos et d'Amin dans sa théorie de l'économie-monde, c'est parce que ceux-ci contenaient à la fois une critique de l'école de la modernisation et de la perspective développementaliste du marxisme. Cependant, à un stade plus avancé, lorsque Wallerstein eut complètement développé sa

théorie, il semble qu'il ait quitté le domaine de l'école néo-marxiste de la dépendance. Ce changement peut être expliqué par la forte influence de Fernand Braudel et de l'École des Annales... » (pp. 171-172).

Pourquoi, dans ces conditions, ne pas distinguer totalement deux écoles de la modernisation ? La première, celle des années 1950 et 1960 (Lerner, Smelser, Eisenstadt, Almond...), est nourrie de fonctionnalisme, considère les traditions comme des obstacles, n'évolue qu'à un haut niveau d'abstraction, imagine toutes les sociétés tendant vers le modèle états-unien et néglige les conflits internes comme les pressions externes. La seconde (aux auteurs moins célèbres à part Huntington), prend, depuis la fin des années 1970, le contre-pied de la précédente sur tous ces points.

Cette remarque n'est pas très grave puisque, malgré son insistance à placer sur un piédestal le Centre Fernand Braudel de Binghampton et son directeur A. So dresse un exposé avisé de ces différences. Le seul véritable regret, pour le lecteur africaniste provient de l'absence d'études de cas consacrés... à l'Afrique. [P.Q.]